https://pierrealainmillet.fr/Signez-sur-le-billet-de-banque-2633



Signez sur le billet de banque !

- Logement -

Date de mise en ligne : jeudi 28 septembre 2017

Date de parution : 28 septembre 2017

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

J'ai trouvé très efficace la forme de la pétition de la CNL contre la mise en cause des APL (aides personnalisées au logement), sans compter qu'au fonds, je partage totalement, comme beaucoup d'acteurs du logement social, la colère contre ces annonces répétées d'un gouvernement qui cherche à tout prix à faire payer aux autres ses décisions.



La pétition prend la forme de billets de banque de 5€ (annonce gouvernementales du mois d'août), puis de 50€ (annonces gouvernementales de septembre), billets qui sont distribués parmi les locataires…

Cela fait de l'effet dans une boite aux lettres de trouver… un billet de banque !



Cette pétition est totalement justifiée ! Car la « baisse des loyers » dont le gouvernement parle pour faire accepter la baisse des APL ne profite qu'au gouvernement et pénalise les locataires !

- pour les locataires qui ne touchent pas les APL (en gros, la moitié), rien ne change, pas de baisse de loyer puisque pas de baisse d'APL..
- pour les locataires qui touchent les APL, le loyer est baissé de 50€ (ou 60, on ne sait pas encore quel est le bon chiffre…), mais les APL baissent d'autant ! Autrement dit, le montant net à payer est le même ! rien de changé.

Mais alors pourquoi ? Et bien le gouvernement récupère dans l'affaire 60€ par bénéficiaire de l'APL, ce qui fait 1,7 milliards ! Engros, le gouvernement prélève 1,7 milliards sur le fonctionnement des bailleurs sociaux, qui n'est que l'argent des locataires !

Et le pire, c'est qu'il l'impose pour le logement social, mais pas pour le logement privé !

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet

Et tout le monde comprend le résultat, moins de proximité, moins d'entretien, moins de réhabilitation, moins de construction par les bailleurs !

Oui, la CNL a bien raison en affirmant que « Le gouvernement fait payer ses économies aux locataires »

